

Les étudiants qui au cours de l'année académique 2001-2002 suivent la dernière année des études pour l'obtention du diplôme requis, sont également admis.

Les titulaires d'un diplôme qui donne accès au niveau 1 (diplôme universitaire ou niveau universitaire de 2^e cycle, par exemple licencié) ne peuvent pas s'inscrire à cette sélection.

La description de la fonction ainsi que la procédure de sélection sont plus amplement détaillées dans le règlement complet de la sélection que vous pourrez obtenir auprès des services du SELOR.

Traitement annuel brut de début : 18.494,17 EUR (746 053 BEF), allocations réglementaires non comprises.

Posez votre candidature jusqu'au 10 novembre 2001.

Vous le faites par téléphone (exclusivement au numéro 070-66 66 20), par fax (02-214 45 60) ou par lettre (SELOR, "Sélections de l'Etat fédéral", quartier Esplanade, rue Montagne de l'Oratoire 20, 1000 Bruxelles).

Contactez notre ligne info au numéro 02-214 45 66.

Vous pouvez également poser votre candidature directement sur notre site web <http://www.selor.be>

Vous mentionnez votre nom, votre prénom, votre adresse complète, votre date de naissance, votre numéro de registre national ainsi que la dénomination correcte de votre diplôme.

N'oubliez pas d'indiquer le numéro de référence (ANG01037) de la procédure de sélection.

Votre candidature sera confirmée par lettre.

Ook laatstejaarsstudenten van het academiejaar 2001-2002 zijn toegelaten tot de selectie.

Houders van een diploma dat toegang verleent tot niveau 1 (universiteitsdiploma of diploma van academisch niveau van de 2^e cyclus, bv. licentiaat) mogen niet solliciteren voor deze selectie.

De gedetailleerde functiebeschrijving en selectieprocedure vindt u in het selectierglement, dat u kunt verkrijgen bij de diensten van SELOR.

Jaarlijks brutobeginsalaris : 18.494,17 EUR (746 053 BEF), reglementaire toeslagen niet inbegrepen.

Solliciteren kan tot 10 november 2001.

U reageert per telefoon (enkel op het nummer 070-66 66 20), fax (02-214 45 60) of brief (SELOR, Dienst "Selecties Federale Overheid", Esplanadegebouw, Oratoriënberg 20, 1000 Brussel).

De SELOR-infolijn is bereikbaar op het nummer 02-214 45 66.

U kunt ook rechtstreeks solliciteren op onze website <http://www.selor.be>

U vermeldt altijd uw naam, voornaam, volledig adres, geboortedatum, rijksregisternummer en uw behaalde diploma.

Vergeet niet het referentnummer (ANG01037) van de selectieprocedure te vermelden.

Uw sollicitatie zal per brief worden bevestigd.

MINISTERE DE L'INTERIEUR

[C - 2001/01054]

10 SEPTEMBRE 2001. — Circulaire GPI 10 Carrière barémique. — Formation continuée

A Madame et Messieurs les Gouverneurs de province,

A Madame le Gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale,

A Mesdames et Messieurs les Bourgmestres,

A Monsieur le Commissaire général de la Police fédérale,

Au Président de la Commission permanente de la police communale

Madame, Monsieur le Gouverneur,

Mesdames, Messieurs les Bourgmestres,

Diverses dispositions de l'arrêté royal du 30 mars 2001 réglant la position juridique du personnel des services de polices (PJPo) prévoient que l'application de la carrière barémique suppose la satisfaction à certaines conditions, parmi lesquelles figure le suivi de la formation continuée déterminée par le Roi.

Depuis le 1^{er} avril 2001, la carrière barémique est d'application bien que la formation continuée dont il est question n'ait pas encore été réglementairement fixée. Les membres du personnel sont donc par conséquent et indépendamment de leur volonté, dans l'impossibilité absolue de pouvoir satisfaire à cette condition.

J'incline à considérer que cette impossibilité ne peut avoir d'autres conséquences que de permettre qu'intervienne néanmoins l'attribution de l'échelle de traitement supérieure dès lors que les autres conditions sont remplies.

Ce qui précède fera l'objet d'un arrêté royal (dispositions transitoires de l'AR relatif aux formations de base).

Le projet d'arrêté ministériel portant exécution de certaines dispositions de PJPo (AEPo) disposera que, selon le cas, le directeur général de la DGP ou le chef de corps présente au moins tous les trois mois à l'autorité de nomination les candidats qui entrent en considération pour l'obtention de l'échelle de traitement supérieure dans le cadre de l'application de la carrière barémique.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2001/01054]

10 SEPTEMBER 2001. — Omzendbrief GPI 10 Baremische loopbaan — Voortgezette opleiding

Aan de dames en heren Provinciegouverneurs,

Aan mevrouw de Gouverneur van het bestuurlijk arrondissement Brussel-Hoofdstad,

Aan de dames en heren Burgemeesters,

Aan de heer Commissaris-generaal van de Federale Politie,

Aan de heer Voorzitter van de Vaste Commissie van de gemeentepolitie

Mevrouw, Mijnheer de Gouverneur,

Dames en Heren Burgemeesters,

Meerdere bepalingen van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten (RPPo) voorzien dat de toepassing van de baremische loopbaan afhankelijk is van een aantal voorwaarden, waaronder het gevolgd hebben van de door de Koning bepaalde voortgezette opleiding.

Sedert 1 april 2001 kent de baremische loopbaan zijn toepassing, terwijl nochtans de voortgezette opleiding waarvan sprake nog niet reglementair is vastgelegd. De personeelsleden zijn derhalve, buiten hun wil om, in de volstreckte onmogelijkheid om aan die voorwaarde te kunnen voldoen.

Ik ben derhalve van mening dat die onmogelijkheid niet anders dan voor gevolg kan hebben dat de toekenning van een hogere loonschaal toch kan plaatsvinden, van zodra aan de andere gestelde voorwaarden is voldaan.

Het voorgaande zal nog in een koninklijk besluit worden vastgelegd (overgangsbepalingen koninklijk besluit betreffende de basisopleidingen).

Het ontwerp van ministerieel besluit (UBPo) tot uitvoering van sommige bepalingen van RPPo zal voorzien dat, naar gelang het geval, de directeur-generaal DGP of de korpschef ten minste driemaandelijks de kandidaten (die in aanmerking komen voor de toekenning van een hogere loonschaal in de baremische loopbaan) aan de benoemende overheid voorstellen.

Pour permettre une application uniforme, il est opportun que, dans chaque corps de police, ces propositions soient effectivement présentées trimestriellement à l'autorité de nomination, soient les 1^{er} janvier, 1^{er} avril, 1^{er} juillet et 1^{er} octobre de chaque année.

Ceci n'empêche pas que le membre du personnel bénéficie de l'échelle de traitement supérieur dès qu'il satisfait aux conditions. L'attribution de cette échelle de traitement par l'autorité de nomination prendra donc effet, le cas échéant, à la date à laquelle le membre du personnel aura acquis l'ancienneté d'échelle barémique. Dans ce cadre, j'attire votre attention sur l'article XI.II.13, §3, PJPoI suivant lequel chaque modification de la situation d'un membre du personnel intervenant à une date autre que le premier jour du mois et donnant lieu à l'attribution d'une autre échelle de traitement, produit seulement ses effets le premier jour du mois qui suit.

Pour ce qui concerne l'évaluation, je renvoie aux articles XII.VII.1 jusque et y compris XII.VII.7 et XIII.II.1, premier alinéa, 1^o PJPoI.

M. le président de la Commission permanente de la Police communale est prié de bien vouloir informer les chefs de corps de police.

A. Duquesne.

[C – 2001/01088]

Conseil de discipline de la police intégrée Appel à candidatures (m/f)

Le Ministre de l'Intérieur lance un appel à candidatures pour la fonction d'assesseur externe effectif ou suppléant au conseil de discipline des services de police.

Le conseil de discipline des services de police est un organe permanent institué par la loi et est compétent pour se prononcer sur des requêtes en reconsidération de propositions de sanctions disciplinaires lourdes, par les autorités disciplinaires supérieures, aux membres du personnel des services de police.

Le conseil de discipline est institué par la loi du 13 mai 1999 portant le statut disciplinaire des membres du personnel des services de police (*Moniteur belge* du 16 juillet 1999), modifiée par la loi du 31 mai 2001 (*Moniteur belge* du 19 juillet 2001). Le conseil de discipline est compétent pour la police fédérale et pour les corps de police locale, tant pour le personnel opérationnel que pour le personnel administratif et logistique.

Un des trois membres de chaque chambre est une personne désignée par le Ministre de l'Intérieur. Il y a des titulaires et des suppléants. Le conseil de discipline se compose de chambres francophones et néerlandophones, ainsi que d'une chambre germanophone. La loi prévoit un règlement des frais de transport et des jetons de présence. La fonction est accessible tant aux hommes qu'aux femmes et elle est à temps partiel. Le nombre de prestations sera déterminé en fonction du nombre de personnes qui peuvent être désignées et selon le nombre de dossiers.

Les candidats doivent présenter le profil suivant :

- avoir la nationalité belge;
- jouir de ses droits civils et politiques;
- être de conduite irréprochable;
- avoir au moins 35 ans et ne pas avoir plus de 67 ans;

— apporter la preuve d'une expérience professionnelle ou scientifique pertinente pour devenir membre du conseil de discipline (quelques exemples utiles à cette fin : être chargé ou avoir été chargé, en tant que fonctionnaire, de l'application de la jurisprudence disciplinaire à du personnel d'un service public ou de la force publique, ou d'y être ou avoir été associé, ou avoir étudié la jurisprudence disciplinaire);

Om tot een uniforme toepassing te komen, is het opportuun dat in elk politiekorps deze voorstellen driemaandelijks worden voorgelegd aan de benoemende overheid, meer bepaald op 1 januari, 1 april, 1 juli en 1 oktober van elk jaar.

Dit neemt niet weg dat het personeelslid de hogere loonschaal verkrijgt van zodra het aan de voorwaarden voldoet. De toekenning van deze loonschaal door de benoemende overheid zal dus, in voorkomend geval, uitwerking hebben op de datum waarop het personeelslid de vereiste loonschaalanciënniteit heeft verworven. In dit raam vestig ik uw aandacht op artikel XI.II.13, §3, RPPoI, krachtens hetwelke elke wijziging in de toestand van een personeelslid op een andere datum dan de eerste dag van de maand, en die aanleiding geeft tot de toekenning van een andere loonschaal, slechts uitwerking heeft op de eerste dag van de volgende maand.

Wat betreft de evaluatie verwijs ik naar de artikelen XII.VII.1 tot en met XII.VII.7 en XIII.II.1, eerste lid, 1^o RPPoI.

De heer voorzitter van de Vaste Commissie van de gemeentepolitie wordt verzocht dit ter kennis te brengen van de korpschefs.

A. Duquesne.

[C – 2001/01088]

Tuchtraad voor de geïntegreerde politie Oproep tot kandidaten (m/v)

De Minister van Binnenlandse Zaken doet een oproep tot kandidaten voor de functie van effectief of plaatsvervangend extern bijzitter in de tuchtraad voor de politiediensten.

De tuchtraad voor de politiediensten is een door de wet ingesteld permanent orgaan dat bevoegd is om zich uit te spreken over verzoeken tot heroverweging tegen voorstellen van zware tuchtstraffen voorgesteld aan leden van het personeel van de politiediensten door de hogere tuchtoverheden.

De tuchtraad is ingesteld door de wet van 13 mei 1999 houdende het tuchtstatuut van de personeelsleden van de politiediensten (*Belgisch Staatsblad van 16 juni 1999*), zoals gewijzigd door de wet van 31 mei 2001 (*Belgisch Staatsblad van 19 juni 2001*). De tuchtraad is bevoegd voor de federale politie en voor de korpsen van de lokale politie, zowel voor het operationeel personeel als voor het administratief en logistiek personeel.

Een van de drie leden van elke kamer is een persoon aangewezen door de Minister van Binnenlandse Zaken. Er zijn titularissen en plaatsvervangers. De tuchtraad bestaat uit Nederlandstalige en Frans-talige kamers en uit een Duitstalige kamer. De wet voorziet in een regeling voor reiskosten en presentiegelden. De functie is toegankelijk zowel voor mannen als voor vrouwen en is deeltijds. Het aantal prestaties zal bepaald worden in functie van het aantal personen dat kan aangewezen worden en van het aantal dossiers.

De kandidaten moeten beantwoorden aan het volgende profiel :

- de Belgische nationaliteit bezitten;
- de burgerlijke en politieke rechten genieten;
- van onberispelijk gedrag zijn;
- ten minste 35 jaar zijn, en niet ouder zijn dan 67 jaar;

— een voor het lidmaatschap van de tuchtraad relevante beroeps- of wetenschappelijke ervaring aantonen (waartoe bijvoorbeeld dienstig kan zijn : als ambtenaar belast zijn of belast geweest zijn met de toepassing van tuchtrechtspraak over personeel van een openbare dienst of personeel van de gewapende macht, of er bij betrokken zijn of geweest zijn, of de tuchtrechtspraak hebben bestudeerd);

— ne pas être magistrat de l'Ordre judiciaire ni faire partie du personnel de la police fédérale ou d'un corps de police communale ou locale (étant donné que c'est déjà parmi ces catégories de personnes que sont choisis le président et l'autre assesseur), ni faire partie du cabinet d'un ministre ou d'un secrétaire d'Etat du gouvernement fédéral;

— être disponible au moins proportionnellement à un demi-jour par semaine en moyenne, pour une période d'environ trois ans à préciser;

— ne pas avoir d'autres compétences sur la base de la loi du 13 mai 1999 (autorité disciplinaire ou fonctionnaire concerné par l'exercice des compétences des autorités disciplinaires y citées) ni être concerné par la jurisprudence disciplinaire se rapportant à des membres des services de police en application de ladite loi;

— avoir une notion de l'organisation et du fonctionnement du service de police intégré, structuré à deux niveaux;

— se soumettre à une procédure de sélection qui aura lieu en se basant sur un CV détaillé produit par le candidat, procédure éventuellement complétée par un examen approfondi des qualités morales et/ou par une interview;

— si l'on est avocat : s'engager à ne pas intervenir simultanément en qualité de conseiller d'un membre du personnel au cours d'une procédure disciplinaire devant le conseil de discipline ou devant une autorité disciplinaire ordinaire ou supérieure en application de la loi du 13 mai 1999;

— ne pas se trouver dans une situation qui donne une impression de partialité ou d'inaptitude vis-à-vis de la jurisprudence disciplinaire;

— faire partie du rôle linguistique correspondant ou apporter la preuve de la connaissance de la langue où se déroule la procédure, à savoir le français, le néerlandais ou l'allemand. Les personnes qui fournissent la preuve de la connaissance de plus d'une de ces langues, peuvent poser leur candidature pour plus d'une chambre.

Sauf mention contraire dans la lettre de candidature, chaque candidat est supposé postuler tant pour une place de titulaire que pour une place de suppléant.

Les candidats s'inscrivent en posant leur candidature par écrit, accompagnée d'un CV détaillé, d'un certificat de bonnes conduite, vie et mœurs, ainsi qu'en précisant par écrit la motivation spécifique. Le candidat est supposé postuler pour la (les) chambre(s) où la procédure se déroule dans la (les) langue(s) de rédaction de la candidature. Les candidats qui font partie d'un cadre linguistique à titre de fonctionnaire fédéral, feront pendant mention de leur rôle linguistique.

Les candidatures sont à faire parvenir par lettre recommandée à M. le Ministre de l'Intérieur, rue Royale 60-62, à 1000 Bruxelles, au plus tard le seizième jour calendrier qui suit le jour de la publication du présent avis au *Moniteur belge* (le cachet de la poste faisant foi).

— noch magistraat zijn van de Rechterlijke Orde noch behoren tot het personeel van de federale politie of tot een korps van de gemeentepolitie of van de lokale politie (vermits uit deze categorieën personen reeds de voorzitter en de andere bijzitter gekozen worden), noch behoren tot het kabinet van een minister of staatssecretaris in de federale regering;

— beschikbaar zijn à rato van gemiddeld ten minste een halve dag per week voor een nader te bepalen periode van ongeveer drie jaar;

— geen andere bevoegdheid hebben op grond van de wet van 13 mei 1999 (tuchtoverheid of ambtenaar betrokken bij de uitoefening van de bevoegdheden van de daarin genoemde tuchtoverheden) of anderszins betrokken zijn bij de tuchtrechtspraak over leden van de politiediensten in toepassing van die wet;

— een inzicht hebben in de organisatie en werking van de geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus;

— zich onderwerpen aan een selectieprocedure die zal gebeuren aan de hand van een door de kandidaat voorgelegd gedetailleerd curriculum vitae, eventueel aangevuld door een screening van de morele hoedanigheden en/of van een interview;

— indien men advocaat is : zich ertoe verbinden niet gelijktijdig als raadspersoon van een personeelslid op te treden tijdens een tuchtprocedure voor de tuchtraad of voor een gewone of hogere tuchtoverheid in toepassing van de wet van 13 mei 1999;

— zich niet in een toestand bevinden die een schijn van partijdigheid of van ongeschiktheid voor tuchtrechtspraak oplevert;

— behoren tot de overeenstemmende taalrol of het bewijs leveren van de kennis van de taal waarin de rechtspleging gebeurt, namelijk Nederlands, Frans of Duits. Personen die het bewijs leveren van de kennis van meer dan één van deze talen kunnen zich kandidaat stellen voor meer dan één kamer.

Behoudens andersluidende vermelding in de sollicitatiebrief wordt elke kandidaat geacht zowel te kandideren voor een plaats van titularis als voor een plaats van plaatsvervanger.

De kandidaten melden zich aan door het indienen van een schriftelijke kandidaatstelling met bijvoegen van een omstandig curriculum vitae, een bewijs van goed gedrag en zeden en een schriftelijke opgave waaruit de specifieke motivatie blijkt. De kandidaat wordt geacht te kandideren voor de kamer(s) waarin de rechtspleging verloopt in de taal of talen waarin de kandidatuur is gesteld. Kandidaten die als federaal ambtenaar tot een taalkader behoren, doen evenwel opgave van hun taalrol.

De candidatures moeten per aangetekende brief worden ingediend bij de heer Minister van Binnenlandse Zaken, Koningsstraat 60-62, te 1000 Brussel, uiterlijk op de zestiende kalenderdag na de dag waarop dit bericht in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt (de poststempel geldt als bewijs).

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

[2001/12972]

Juridictions du travail. — Avis aux organisations représentatives.
Place vacante d'un juge social effectif, au titre d'employeur, au tribunal du travail de Tournai, en remplacement de M. André Ysebaert

Les organisations représentatives intéressées sont invitées à présenter les candidatures à cette fonction conformément aux articles 2 et 3 de l'arrêté royal du 7 avril 1970 et au plus tard dans les trois mois qui suivent la publication du présent avis.

Ces présentations doivent être adressées au Ministère de l'Emploi et du Travail, Service des Juridictions du travail, rue Belliard 51, à 1040 Bruxelles.

Les listes seront accompagnées d'un extrait d'acte de naissance pour chacun des candidats présentés.

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

[2001/12972]

Arbeidsgerichten. — Bericht aan de representatieve organisaties.
Openstaande plaats van een werkend rechter in sociale zaken, als werkgever, bij de arbeidsrechtbank van Doornik, ter vervanging van de heer André Ysebaert

De betrokken organisaties worden verzocht de candidatures voor te dragen overeenkomstig de artikelen 2 en 3 van het koninklijk besluit van 7 april 1970 en uiterlijk binnen de drie maanden na de bekendmaking van dit bericht.

De voordrachten van de kandidaten moeten worden gericht aan het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid, Dienst Arbeidsgerichten, Belliardstraat 51, 1040 Brussel.

Bij de lijsten wordt voor elk der voorgedragen kandidaten een uittreksel van de geboorteakte gevoegd.